

Introduction

Ce qui réunit les textes ici publiés, c'est d'abord la procédure rigoureuse, attentive à ce qu'ils pouvaient avoir d'*exemplaire*, qui a sélectionné les propositions devenues les douze articles constituant ce volume. Pourtant, à sa lecture, on n'a guère l'impression de se trouver en présence d'une simple juxtaposition contingente de textes disparates, n'ayant rien en commun, ni sur le plan de leur thématique ni sur celui de leur approche des questions. La cohérence de l'ensemble n'est pas le produit d'un chef d'orchestre, qui assure la direction d'un ouvrage collectif. Elle est générée par les procédures mises à l'épreuve dans chaque contribution : la collecte la plus complète et la plus rigoureuse possible des ressources documentaires disponibles ; leur traitement recourant aux théories et méthodes scientifiques, quantitatives et qualitatives, les plus éprouvées et, finalement, une présentation claire et précise des résultats obtenus. Aucune des contributions ne s'enferme dans une réflexion exclusivement académique. Même si les littératures disciplinaires et thématiques sont convoquées et soumises à l'épreuve des réalités locales, le souci de trouver des solutions pratiques aux problèmes examinés est fortement présent. Nous l'avons dit : chacun des textes est exemplaire en ce sens qu'il propose un exemple de ce que sont aujourd'hui les humanités et les sciences sociales sur notre continent lorsqu'elles sont attachées à penser les devenirs à l'œuvre dans la modernité africaine, sénégalaise plus particulièrement. C'est à ce titre qu'ils se font écho dans leur manière de proposer, ensemble, un profil de cette modernité en mouvement.

Ainsi est-il important et urgent de prendre la mesure de la révolution qu'introduit le numérique dans les pratiques socioculturelles et économiques : publications numériques, enseignement à distance, universités virtuelles par exemple, sont en train de transformer les modes de transmission des savoirs et la nature de ceux-ci. L'article de Bado Ndoye intitulé « la révolution du numérique : enjeux culturels et épistémiques » contribue à la discussion, nécessaire, sur les modes d'appropriation en cours et à venir de la révolution numérique en Afrique. De même faut-il inscrire dans la réflexion sociolinguistique la question si actuelle du devenir africain de la langue française, qui pose aujourd'hui celle d'une politique pluraliste des langues à mettre en œuvre, par exemple, dans le système éducatif. Le texte de Khadimou Rassoul Thiam, « Norme linguistique et altérité au Sénégal », constitue une bonne base pour une telle discussion. L'examen minutieux des différentes politiques linguistiques, des querelles politiques et idéologiques autour du choix de la langue d'enseignement et d'administration, et de la pluralité des médias, circonscrit une interrogation centrale autour de laquelle s'ordonne la réflexion. Est-il pertinent de

prédire une perte d'influence de la langue française dont le statut et la représentation sociale sont remis en cause dans les aménagements linguistiques en cours ? Est-il possible de lire les inventions phonétiques, terminologiques et lexicales comme la recreation d'une langue qui colle à la modernité sénégalaise en construction ? Faisant écho aux questions ainsi soulevées, l'article de Ndiémé Sow sur « le code mixte chez les jeunes scolarisés à Ziguinchor » invite à une généralisation des écoles bilingues comme traduction concrète d'une politique des langues pour l'avenir. Elle suit à la trace, dans la ville de Ziguinchor marquée par la migration rurale-urbaine et la scolarisation, la constitution et l'usage d'un « parler mixte » chez les jeunes scolarisés. Le nombre assez élevé des langues locales en circulation, auxquelles s'ajoute le français acquis à l'école, est à l'origine du mélange et/ou de l'alternance des codes. Ces opérations quotidiennes de *code switching* signalent, selon elle, les conséquences suivantes de l'urbanisation en Casamance : l'apparition d'une société multiculturelle et multiethnique et la lente dissolution des rigidités des identités d'exclusion.

C'est sur l'enseignement supérieur que porte la réflexion de Souleymane Diallo sur « Le curriculum de l'enseignement des sciences humaines et sociales à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar », et plus particulièrement sur les tentatives de réformer ce secteur en dépit de la force d'inertie qu'elle voit s'opposer à toute volonté de revitalisation. Le texte ouvre des pistes de réflexion alimentées par une très riche documentation factuelle et avance des propositions susceptibles de vaincre la résistance des enseignants et des enseignés. La thèse ici énoncée – et qui devrait certainement donner lieu à une importante discussion – est que l'absence de formation pédagogique des enseignants du supérieur a pour conséquence, entre autres, de vider les différentes réformes envisagées de leur contenu, car les enseignants qui doivent se les approprier se contentent souvent de recycler des approches devenues routine et répétition pour en effectuer le transfert pur et simple dans les nouvelles démarches préconisées.

Faisant fond sur sa recherche académique mais également son expérience de responsable de l'organisation de la Biennale des Arts de Dakar (Dak'Art), Babacar Mbaye Diop nous invite dans sa contribution, « L'Art africain et monde globalisé » à penser l'art africain non pas dans la vaine tentative d'en circonscrire l'identité dans une définition mais dans son devenir aujourd'hui qui est aussi fonction des évolutions du marché de l'art. Son ambition est d'examiner les nouvelles expressions de l'art et des pratiques des artistes africains, les représentations revendiquées ou assignées, les performances artistiques et pécuniaires mises en scène par des exigences identitaires (le local) et de la modernité universelle (le global) qui leur sont associées.

Que l'espace universitaire ait dans une très large mesure rompu avec sa tradition de revendications progressistes visant, contre les conservatismes, à l'émancipation, pour devenir le lieu fragmenté où s'expriment plutôt des identités religieuses, c'est

là une évolution importante que présente avec beaucoup de précision l'article de El Hadj Malick Sy Camara sur « L'Islam dans l'espace universitaire au Sénégal : le cas de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar ». Que signifie une telle évolution lorsque l'on considère que ce qui se passe dans cet espace est à l'image de ce qui advient dans la société en général et qu'en retour l'université a aussi mission d'éclairer la marche de la société ? C'est une telle question que l'article invite à examiner. Est en cause la nature d'une citoyenneté en transition, prise en étau entre la multiplication des références communautaires (la « citoyenneté culturelle ») et la modernité républicaine (la « citoyenneté nationale » laïque et démocratique).

L'étude par Mamadou Dimé de la localité que constituent ensemble les villages jumeaux de Rosso-Sénégal et Rosso-Mauritanie (« Au confluent de « l'arabité » et de « l'afriquité » : le territoire-frontière de Rosso ») constitue un bon exemple de la réflexion à mener sur l'intégration « par le bas », sur les frontières et leur traversée dans un ouest africain en formation. C'est une sociologie très précise d'un espace-frontière, qui tenant compte des économies politiques, culturelles et religieuses exhume une géographie d'échanges multiformes au détriment des règles étatiques et au profit d'une vernacularisation des relations internationales.

La grande question aujourd'hui, en Afrique comme ailleurs, est celle des inégalités. Il est clair que l'émergence de l'Afrique (dont il y a des raisons de penser, malgré les problèmes, qu'elle n'est pas un simple slogan) risque de se traduire aussi par des inégalités grandissantes entre différentes régions et entre ceux qui seront en mesure d'en profiter et les laissés pour compte. Aussi les chercheurs des sciences sociales et des humanités en Afrique doivent-ils accorder la plus grande attention à la tendance au renforcement des inégalités et réfléchir aux politiques à mettre en œuvre pour renverser une telle tendance.

C'est ce qu'affirme avec force Abdoul Alpha Dia dans la réflexion qu'il a intitulée « Inégalités économiques et systèmes des inégalités au Sénégal ». Il est de fait, note-t-il, que l'émergence dont on peut discerner les prémices signifiera aussi le risque que se creusent les inégalités entre régions et au sein des États. Et malgré cela, il y a un réel « déficit de données et de travaux » sur la question. Il est donc urgent pour les sciences sociales en Afrique de remédier à ce déficit. La contribution de Dia est une excellente illustration de l'expertise dans la production de données statistiques fiables et de leur traitement, usant des méthodes quantitatives les plus pointues sans jamais s'éloigner de l'écologie sociale et culturelle des communautés étudiées. Il parvient ainsi à proposer une analyse très pertinente des inégalités générées et entretenues par la résidence, le genre, l'âge, et le niveau d'études.

Le texte de Cheikh Sadibou Sakho portant sur « L'économie verte et le changement social » constitue une excellente réflexion sur ce concept et ceux d'*économie sociale et solidaire* ou encore d'*économie populaire*. La réflexion qu'il conduit contribue à une meilleure intelligence des espaces sociaux africains dans leurs dynamiques actuelles, en particulier lorsqu'il s'agit d'étudier le secteur de

l'économie populaire urbaine ou le microcrédit. Prenant appui sur deux projets de développement participatif entrepris et animés par des femmes à Dakar et Fatick, il interroge la capacité de l'économie verte à leur assurer des revenus et une autonomie financière. La thèse qu'il énonce, disant que l'économie verte peut se développer comme un gisement d'emplois – surtout pour les femmes –, et comme une alternative à un capitalisme aveugle au souci de soutenabilité et aux inégalités est certainement de nature à nourrir la discussion qui s'impose aux chercheurs en sciences sociales.

La contribution de Souleymane Gomis, « Inégalités sociales et accès à l'éducation et à la formation au Sénégal », met quant à elle l'accent sur l'inégalité devant l'accès à l'institution qui est justement censée pouvoir servir aux plus défavorisés d'ascenseur social et leur permettre de sortir de leur condition : l'école. Ce travail propose un traitement de données variées, tirées d'interviews et d'une documentation quantitative et qualitative d'une grande richesse, afin de constituer une solide base de connaissance pour alimenter le débat public sur l'école et élaborer une politique soutenue par les acteurs sociaux.

Enfin, une réponse au creusement des inégalités de toutes sortes entre régions consiste en une politique de « territorialisation du développement ». Sur ce plan la contribution de Boubacar Bâ, « Territorialisation du développement local au Sénégal : impensés, cheminements, enjeux et limites d'un concept et d'une approche », invite heureusement à la réflexion sur l'opposition entre une philosophie de la territorialisation mettant l'accent sur l'autorité de l'État et celle qui, au contraire, vise continûment à entretenir une dynamique de décentralisation et à construire un pouvoir local fort, autonome et responsable.

L'article de Thierno Amadou Ndiogou, « Regards croisés sur la Charte du Kurukan Fuga et la Déclaration universelle des droits de l'Homme » est exemplaire par la manière dont il manifeste qu'un texte oral historique, qui fut énoncé et confié à la mémoire des griots dans le passé, prend tout son sens aujourd'hui lorsqu'il est remobilisé au présent pour servir de fondement au discours sur les droits humains que se tient à elle-même une Afrique attachée au progrès et à l'émancipation.

Les textes de ce volume, répétons-le, sont en conversation les uns avec les autres. C'est cette conversation que nous avons essayé d'établir après avoir sélectionné les projets qui sont à l'origine de ces articles dont nous avons accompagné l'écriture.